

# Le temps de l'exil : l'opposition républicaine en France pendant les années 30

Cristina Clímaco

Communication présentée au colloque  
"Présences portugaises en France dans  
la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle",  
réalisé par le Centre Culturel  
Calouste Gulbenkian en décembre 1997.

**E**n 1910, le *Partido Republicano Português* (PRP) est le seul parti républicain au Portugal. Au cours des années suivantes, des scissions au sein du PRP donnent naissance à d'autres formations politiques républicaines, telles que le Partido Unionista de Brito Camacho ou le Partido Evolucionista d'António José de Almeida. Mais le PRP d'Afonso Costa continue à dominer la scène politique portugaise, en restant le principal parti républicain. Ce tableau se maintient jusqu'à la Première Guerre mondiale.

L'instabilité politique qui caractérise cette période, et qui aura comme conséquence la dictature de Sidónio Pais, affaiblit les partis politiques existants et suscite l'apparition de nouvelles formations politiques, plus ou moins structurées. Les dirigeants, trop occupés par leurs divisions internes et par

la lutte pour le pouvoir, sont incapables de réaliser les réformes que l'état du pays exige. Par ailleurs, le manque d'alternatives à l'hégémonie gouvernementale du PRP empêche les institutions de fonctionner normalement et ouvre la porte à l'intervention de l'armée pour "rétablir l'ordre", comme elle le prétendit. Les partis de l'opposition qui aspirent au pouvoir savent qu'ils ne l'obtiendront pas au moyen d'élections, car le PRP, dispose d'une clientèle électorale et de la maîtrise d'une machine électorale qui lui permettent de contrôler les scrutins, et de gagner les élections. Faute d'autres solutions pour gagner le pouvoir, les partis de l'opposition vont alors conspirer avec les militaires. C'est ainsi que le 28 Mai (1926) est un mouvement avant tout dirigé contre le PRP.

Le mouvement du 28 Mai réunit les partis républicains en se



Exilados prestam homenagem aos  
Combatentes da Grande Guerra (1928).  
Estão presentes Bernardino Machado,  
Afonso Costa, António Sérgio, José  
Domingues dos Santos, Lago Cerqueira,  
entre outros.

situant, soit à la droite du PRP, soit même à la gauche du PRP (*Esquerda Democrática*), ainsi que les monarchistes et la droite anti-parlementaire. C'est du rapport de forces entre ces trois groupes, une fois le mouvement victorieux, que surgit la dictature militaire lors de l'éviction du libéral Mendes Cabeçadas, dernier garant du respect de la légalité constitutionnelle. La gauche républicaine entre dans l'opposition dès les premiers moments de la dictature militaire, les autres partis y glissent au fur et à mesure que le régime renforce ses caractéristiques antiparlementaires. Toutefois, l'opposition garde une position d'attente jusqu'à la fin 1926, croyant que le nouveau régime finira par tomber de lui-même. L'événement qui fait sortir l'opposition de sa réserve est la nouvelle selon laquelle le gouvernement cherche un emprunt extérieur. Elle comprend que cet emprunt permettra au régime de se renforcer, et elle se lance dans la conspiration. La première révolte contre la dictature a lieu en février 1927.

L'idée de poursuivre la lutte contre la dictature à partir de l'étranger ou dans la clandestinité surgit pendant la révolte de février 1927, au moment où les insurgés prennent conscience de leur défaite. Jaime de Morais propose que la reddition se fasse de manière à laisser s'échapper de Porto le plus possible de combattants<sup>1</sup>. C'est le début de l'exil républicain. On distingue trois périodes dans l'exil portugais de l'entre-deux-guerres :

- de 1927 à 1931, phase pendant laquelle les exilés sont presque exclusivement des républicains, qui après un bref passage par l'Espagne, s'installent en France;
- de 1931 à 1936, c'est la période dite " espagnole ". Après l'instauration en Espagne de la II<sup>e</sup> République, les exilés se déplacent vers ce pays, il ne reste alors en France qu'un petit nombre de réfugiés. Les anarchistes et quelques communistes rejoignent en exil les républicains;
- de 1936 à 1939, c'est la période correspondant à la guerre civile en Espagne et à l'escalade de la ten-

sion internationale qui aboutira à la Deuxième Guerre mondiale. Les républicains, les anarchistes et les communistes se côtoient en exil, ils agissent parallèlement à partir de la France et de l'Espagne.

Nous nous intéresserons à la première et à la troisième périodes, qui correspondent au séjour français des exilés portugais, étant donné qu'entre 1931 et 1936 ils agissent essentiellement à partir de l'Espagne. L'objectif est de cerner la présence des Portugais en France dans une double perspective : l'histoire intérieure de l'exil portugais et les contacts avec les milieux de soutien et d'accueil, et l'attitude adoptée par les autorités françaises envers les exilés portugais. L'approche est centrée sur les républicains, et on abordera les autres courants politiques présents en France par leur biais, lorsque républicains, anarchistes et communistes mèneront une activité commune.

La France a toujours exercé une grande fascination sur les Portugais, et cela quelles que soient leurs convictions politiques. Au XIX<sup>e</sup> siècle, libéraux et absolutistes s'y réfugient en attendant le moment de pouvoir rentrer au pays, à la fin de ce même siècle, c'est au tour des républicains chassés par la révolte de 1891, et en 1910, l'instauration de la République amène dans ce pays les monarchistes déchus du pouvoir. C'est ainsi que tout naturellement l'émigration politique s'installera en France en 1927, lorsqu'elle devra se réfugier à l'étranger.

### 1- Les républicains portugais en France : 1927-1931

Avec l'échec de la révolte de Février 1927, les républicains qui ont participé au mouvement sont contraints de partir à l'étranger. Dans un premier temps ils se réfugient en Espagne, et ils essaient de rester à proximité des régions frontalières avec le Portugal, en particulier en Galice. Mais la dictature de Primo de Rivera n'est pas disposée à voir agir l'opposition portugaise sur son territoire<sup>2</sup>. Forcés de

se disperser en mars/avril 1927, les réfugiés portugais partent vers la France, où ils sont plus libres de leurs mouvements.

Les premiers exilés à arriver en France, avant même la révolte de Février, sont Álvaro de Castro, ancien dirigeant du *Partido Nacionalista* et *leader de l'Acção Republicana*, que l'on peut qualifier de républicain modéré; et António Sérgio, l'un des directeurs de *Seara Nova*, revue autour de laquelle s'est constitué un groupe de réflexion, et qui disposait d'une certaine influence politique. Ils sont contraints à l'exil pour avoir signé la déclaration que l'opposition a envoyée aux représentations diplomatiques étrangères à Lisbonne, dans laquelle elle déclare l'inconstitutionnalité de l'emprunt recherché par le gouvernement, et où elle affirme son intention de ne pas le rembourser une fois de retour au pouvoir<sup>3</sup>. A ces deux exilés de la première heure, il faut ajouter Afonso Costa, exilé à Paris dès l'avènement de la dictature de Sidónio Pais, et qui après son renversement n'était pas rentré au Portugal.

L'arrivée à Paris des réfugiés d'Espagne crée les conditions nécessaires à la réorganisation des exilés, déjà entamée en Galice par un groupe de militaires. Pour eux, la cause de l'échec du mouvement de Février réside dans l'incompatibilité entre les besoins de l'organisation militaire et les intérêts des partis politiques. La réussite d'un nouveau mouvement contre la dictature (qu'ils commencent à préparer dès leur arrivée en exil) dépend, selon eux, de leur capacité à rassembler toutes les forces de l'opposition, mais elle doit se faire au-dessus des partis et être indépendant de toute filiation politique<sup>4</sup>. Cette réflexion aboutit à la fondation, le 18 février 1927, en Galice, de la *Liga de Defesa da República*. António Sérgio a l'idée de développer cette organisation, et d'en faire le moyen de combat contre la dictature<sup>5</sup>.

António Sérgio appelle les intellectuels à y adhérer. Il y voit le cadre possible pour une alliance

entre les militaires, détenteurs des moyens techniques nécessaires à la chute du régime, et les intellectuels, qui les encadreraient et doteraient l'organisation d'un programme politique. Il considère cette alliance comme le meilleur moyen de protéger le pays des "politiciens", qu'il tient pour les responsables de l'instabilité politique qui a rendu possible le 28 Mai. Les excès des politiques seraient dans la future république contrôlés et surveillés par la Liga : *"Les politiciens ne pensent qu'à revenir à la situation antérieure, et le public sait très bien qu'ils ne pensent qu'à cela. L'arrivée de quelque chose de nouveau est indispensable, cette "chose nouvelle" ne doit pas être un parti politique mais elle doit être assez forte pour s'imposer et assurer la réforme du système"*<sup>6</sup>.

Au printemps 1927 sont présents à Paris : l'*Acção Republicana*, l'*Esquerda Democrática*, le PRP, ainsi que le groupe *Seara Nova* et des indépendants. Les exilés sont d'anciens présidents du conseil, d'anciens ministres de la République, d'anciens députés, de hauts fonctionnaires, des hommes de lettres et des officiers de l'armée. Ils sont issus de l'élite politique et intellectuelle de la République.

La *Liga de Defesa da República*, connue sous la désignation de Liga de Paris, rassemble dans un premier temps l'ensemble de l'opposition en exil. Mais les divergences entre les groupes sont trop fortes, les ressentiments du passé sont encore trop présents, pour que la Liga puisse représenter tous les partis en exil. Les exilés du PRP finissent par s'éloigner du rassemblement et se constituer en tant qu'opposition à la Liga. En mai 1927, la Liga regroupe deux centaines d'exilés<sup>7</sup>, une année plus tard ils ne seront plus qu'une trentaine<sup>8</sup>.

Les premières années d'exil se caractérisent par les tentatives de front commun de l'opposition. Le grand artisan du rassemblement est Bernardino Machado, dernier Président de la République, conduit à la frontière du pays par le gou-

vernement de la dictature. Les tentatives de rassemblement (en mai 1928, mai 1929, avril 1931, et novembre 1931) sont plus ou moins éphémères. Leur nombre ainsi que leur échec sont révélateurs de l'impossibilité de l'opposition à se présenter comme alternative valable à la dictature militaire, et c'est l'échec même de l'opposition qui s'annonce.

En été 1927, Bernardino Machado appelle à l'union de l'opposition face au danger qui menace la Patrie<sup>9</sup>. Appel qu'il renouvelle au mois de novembre en proposant, cette fois-ci, un rassemblement autour du PRP<sup>10</sup>, mais cette démarche est vouée à l'échec car elle présuppose la fin de la Liga de Paris. Bernardino Machado reprend peu après l'idée du "front commun républicain", et au mois de mai se constitue, finalement, l'Union des Emigrés Républicains<sup>11</sup>. Ce rassemblement est de courte durée puisque l'écrasement de la révolte de juillet 1928 viendra mettre un point final à l'initiative. La Liga accuse le PRP d'être à l'origine de la nouvelle défaite militaire de l'opposition, ce qui relance les accusations mutuelles entre les deux groupes au sujet de la responsabilité du 28 Mai.

En novembre 1928, Afonso Costa demande à Bernardino Machado de reprendre les négociations avec le PRP<sup>12</sup>, elles n'aboutiront qu'en juin 1929, donnant naissance à la Commission d'Etudes et de Diplomatie réunissant la Liga, les exilés du PRP, et le groupe des *Independentes*, récemment constitué en exil. Une fois réalisé le rassemblement en exil, la Commission cherche l'entente avec l'intérieur, qui sera effectuée en 1930<sup>13</sup>. Mais au début 1931 l'opposition en exil est de nouveau désorganisée. Toutefois, confrontés à la révolte de Madère, en avril 1931, les exilés reconstituent le comité-directeur pour apporter leur soutien à l'insurrection, mais il se dissout une fois la révolte écrasée. En novembre 1931, Bernardino Machado tente une nouvelle fois d'unifier l'opposition en exil, en promouvant une réunion des chefs républicains en

exil, c'est la "célèbre" réunion de Beyris<sup>14</sup>, dont les résultats sont toutefois assez minces. Les résolutions adoptées mettent du temps à être mises en pratique, et le front commun avec l'intérieur ne sera une réalité (éphémère) qu'en septembre 1932. Mais cela a lieu dans le cadre du séjour espagnol, l'opposition portugaise évolue alors dans un contexte tout autre que celui de l'exil français.

Les contacts développés par les exilés portugais avec les milieux de soutien et d'accueil nous fournissent une autre approche de leur présence en France. Si les exilés se préoccupent en premier lieu de préparer le renversement de la dictature, ils s'efforceront également de susciter à l'étranger un climat hostile au régime portugais. La propagande développée a deux buts : atteindre les milieux internationaux et influencer favorablement les républicains de l'intérieur. António Sérgio a une action prépondérante à ce niveau, grâce aux relations personnelles dont il dispose dans les milieux intellectuels, scientifiques et politiques. Il est l'ami de Victor Bacsh, du physicien Paul Langevin, du député radical Henri Guernut, membres influents de la Ligue des Droits de l'Homme, ou encore du catholique de gauche Marc Sangnier.

António Sérgio est pendant les premières années de l'exil au centre des rapports avec les milieux politiques français et étrangers à Paris. Il sert également d'interlocuteur entre les exilés et les institutions françaises ; c'est lui qui s'occupe des relations avec le gouvernement français, de l'intervention auprès de la police pour la régularisation de la situation (en France) des exilés et des déportés qui arrivent en France en 1928-1929 dépourvus de passeports, et des démarches auprès des organismes qui s'occupent de la main d'œuvre immigrée pour leur trouver du travail.

La première action médiatique des exilés à Paris est la campagne contre l'emprunt recherché par le gouvernement de la dictature auprès des banques étrangères, depuis la fin 1926. Poussé par les



Jaime Cortesão, Filipe Mendes e Paul Proença, três líderes do Republicanismo revirralista no exílio parisiense (1929), acompanhados pelas esposas de J. Cortesão e Filipe Mendes

banquiers anglais, le gouvernement portugais saisit le conseil de la SDN, en décembre 1927, pour lui demander de patronner l'emprunt. De leur côté, les exilés, au nom de la Liga, déploient à partir de Paris une campagne contre l'emprunt. L'affaire va devenir pour l'opposition et pour le gouvernement un moyen de mesurer leurs forces et de se confronter sur le plan du prestige international.

António Sérgio intervient auprès des milieux journalistiques. Des articles défendant le point de vue de l'opposition sont publiés dans des journaux français et étrangers<sup>15</sup>. António Sérgio se déplace même à Genève, au début 1928. Il y retourne, en mars, pour plaider de nouveau la cause de l'opposition. Le Conseil de la SDN doit se prononcer à cette date sur la viabilité de l'emprunt.

La démarche de António Sérgio à Genève est soutenue par la Ligue des Droits de l'Homme<sup>16</sup>. L'objectif des exilés est de transformer la question de l'emprunt en un débat sur la nature du régime portugais, et par conséquent d'entraîner sa condamnation par la communauté internationale. La SDN, plus intéressée par les aspects financiers de la question, se prononce en faveur de l'emprunt mais en imposant certaines conditions au niveau de la surveillance de son application.

Conditions qui, jugées inacceptables par la dictature, mènent le gouvernement à renoncer au patronage de la SDN. Toutefois cela ne représente pas une victoire pour l'opposition, puisque la dictature se voit reconnue à Genève en tant que gouvernement légitime du Portugal.

L'activité de propagande d'António Sérgio se développe également en direction des milieux d'accueil. Le but est de les sensibiliser au problème politique portugais. Il publie ou fait publier par des journalistes étrangers des articles sur la dictature portugaise. De plus, en utilisant ses relations dans le monde de l'édition, il fait éditer des ouvrages d'auteurs non portugais favorables à la cause des républicains. C'est le cas de *La Dictature militaire au Portugal*, de Georges Guyomard<sup>17</sup>, un monarchiste adepte des régimes dictatoriaux, qui après un voyage au Portugal, en été 1927, a changé d'avis au sujet du régime portugais ; ainsi que *Portugal. Le pays d'où partirent les Caravelles*, de Maximilien Brésol<sup>18</sup>, un journaliste du *Quotidien*, où sont rassemblées ses chroniques envoyées depuis le Portugal à son journal, et dont le voyage fut d'ailleurs subventionné par la Liga.

Par ailleurs, António Sérgio participe activement entre 1928 et 1930 au mouvement catholique de gauche, l'Action Internationale

Démocratique pour la Paix, créée par Marc Sangnier en 1921 dans le but de préparer le rapprochement international. L'affaiblissement de la participation de António Sérgio au mouvement catholique coïncide avec le développement de son action auprès de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme. L'idée d'António Sérgio, de Jaime Cortesão et de Bernardino Machado est de réactiver la section portugaise de la Ligue des Droits de l'Homme, sans activité depuis la mort de Magalhães Lima. En mai 1929 ils font pression sur Almada Negreiros, le représentant de la Ligue Portugaise, afin de dynamiser la section portugaise et d'amener l'assemblée de la Fédération Internationale à discuter plus souvent du problème portugais. Mais Almada Negreiros, plus proche de la dictature que de l'opposition, refuse de collaborer avec les exilés<sup>19</sup>. Il existera donc, entre 1929 et 1931, deux Ligues Portugaises des Droits de l'Homme, l'une à Paris, dirigée par les exilés, l'autre à Lisbonne, pro-gouvernementale.

Etant donné que le Portugal ne peut être représenté à la Fédération Internationale que par une seule Ligue, et que la fusion proposée par António Sérgio à Almada Negreiros, est refusée, la Fédération Internationale est alors appelée à trancher la question, en novembre 1931. Mais afin d'éviter son expulsion, la Ligue de Lisbonne rompt les relations avec la Fédération, car le groupe de Paris dispose de plus d'influence qu'elle à l'assemblée des Ligues. Toutefois, le départ en Espagne des exilés enlève toute portée à cette victoire, car ils négligent alors leur participation aux activités de la Ligue des Droits de l'Homme.

La présence des exilés à Paris suscite la réaction de la dictature portugaise, mais ne se sentant pas assez légitime pour demander aux autorités françaises de contrarier leur activité, elle utilise des subterfuges. C'est ainsi qu'en avril 1927, elle va dénoncer à la police française la présence des républicains portugais qu'elle présente comme

étant des bolchevistes. Elle les accuse d'être des agents de liaison avec Moscou, de maintenir des contacts avec le PCF et de chercher à recruter des agents de propagande parmi leurs compatriotes en France. Aquilino Ribeiro et António Sérgio sont présentés comme des intellectuels communistes (tendance Henri Barbusse) et la revue Seara Nova comme étant à l'avant-garde du communisme.

À la suite de ces accusations, la police française mène une enquête dans les milieux de l'exil. Elle se rend assez rapidement compte de l'inexactitude des informations reçues, ainsi que de la qualité des exilés, qu'elle qualifie de simplement de "personnalités qui ont fui la dictature du général Carmona"<sup>20</sup>, et qu'elle classe parmi "les républicains socialistes à tendances révolutionnaires"<sup>21</sup>, ou qu'elle désigne, de façon plus générale, comme "républicains de gauche"<sup>22</sup>. La seule irrégularité révélée par l'enquête est leur situation illégale vis-à-vis des décrets réglementant le séjour des étrangers en France; ils sont en conséquence invités à se mettre en règle<sup>23</sup>. La police constate l'activité déployée par les exilés portugais, en 1927-1928. Selon elle "ils poursuivent uniquement la lutte contre l'actuel gouvernement portugais, mais leur action reste discrète"<sup>24</sup>.

Les exilés poursuivent leur activité sans être inquiétés. Un changement d'attitude aura lieu au moment de la révolte de Madère, en avril 1931. Il correspond à l'augmentation de l'activité des exilés portugais, mais aussi à un durcissement de la position du gouvernement français envers les réfugiés politiques. La droite était revenue au pouvoir en France en 1929, elle voulait astreindre les étrangers à une totale réserve en matière politique. Toutefois, l'augmentation de la surveillance des exilés portugais correspond aussi à la consolidation de la dictature portugaise. Se sentant suffisamment légitime au niveau international, le gouvernement proteste auprès du Ministère des Affaires étrangères français au sujet de l'activité déployée par les

exilés. En avril 1931, Gama Ochoa, ambassadeur du Portugal à Paris, évoque les mesures d'expulsion prises par le gouvernement français à l'encontre des émigrés politiques espagnols, et demande que des mesures de même nature soient appliquées contre les Portugais. Mais Gama Ochoa, n'obtient d'Aristide Briand que la promesse que la requête serait examinée. Cependant la police intensifie sa surveillance, mais il n'y a pas, selon elle, de quoi s'inquiéter: "*la colonie se compose en majeure partie d'ouvriers ou de manœuvres qui sont employés dans les usines de banlieue de Paris. Ils sont inorganisés et on ne connaît parmi eux aucun animateur d'un mouvement politique ou syndical. Seuls les rares réfugiés politiques résident à Paris, notamment Bernardino Machado, Afonso Costa et quelques militants républicains de gauche*"<sup>25</sup>.

L'instauration de la II<sup>e</sup> République en Espagne, en avril 1931, conduit, on l'a dit, les exilés portugais dans ce pays dans les mois suivants. Pendant quelques années, les autorités françaises n'ont pas à se préoccuper de la présence des exilés portugais. Mais le déclenchement de la guerre civile en Espagne, en juillet 1936, ramène en France les républicains modérés qui veulent rester neutres face au conflit.

## 2 - Les républicains portugais en France : 1936-1940

La conjoncture historique est alors dominée par la conception des Fronts Populaires, dont les victoires électorales en Espagne et en France ont contribué à la popularité. Les exilés républicains portugais, influencés par l'exemple français de la gauche républicaine et du Parti Radical, sont eux aussi séduits par l'idée du "front commun". Jusqu'alors enfermés dans leur courant, les exilés républicains s'ouvrent à la collaboration avec d'autres groupes politiques, et même aux émigrants économiques. C'est ainsi qu'ils adhèrent au FPP, ou plutôt, qu'ils fondent avec les communistes<sup>26</sup>, en mai 1937, le

Comité d'Action du FPP, plus connu sous le nom de Comité de Paris. Pendant cette période, les exilés portugais continuent de donner la priorité au renversement de l'*Estado Novo*, mais ils s'intègrent davantage dans les milieux environnants que pendant les premières années d'exil.

L'activité la plus visible des exilés à Paris pendant cette période est la publication du journal *Unir*, qui contrairement aux journaux publiés en 1927 et 1930 par les exilés républicains : *A Revolta* et *A Liberdade*, n'est pas exclusivement destiné à la circulation clandestine au Portugal, mais a aussi une diffusion locale, et même dans d'autres pays d'immigration portugaise. *Unir* se prétend être l'organe du FPP, mais il est avant tout le journal des républicains en exil, même si les communistes essayent d'influencer sa ligne politique. Il est publié de juillet 1937 à juin 1939, plus ou moins régulièrement. Le projet du journal appartient à José Domingues dos Santos, qui après le décès d'Afonso Costa, en 1937, devient le chef politique des exilés républicains à Paris. L'idée de José Domingues dos Santos rejoint celle d'Armando de Magalhães, le délégué du PCP à Paris, qui s'occupe de l'organisation des immigrés économiques portugais en France, et qui voulait fonder un organe pour servir de moyen de liaison entre les communautés portugaises dispersées dans le monde. Avec l'aide d'Emídio Guerreiro et de José Neves, un professeur de l'université de Coimbra qui a secrètement adhéré au PCP, Armando de Magalhães met sur pied et développe la FEPP (Fédération des Emigrés Portugais en France). Le lien entre les deux migrations est établi par la page qu'*Unir* met à la disposition de la FEPP.

Le journal se veut une tribune de l'opposition au régime et, dans l'esprit du FPP, ouvre ses colonnes à tous les courants<sup>27</sup>. Les communistes y développent leurs principes au sujet de l'organisation de l'action du FPP sur le terrain, de la fonction du syndicalisme et du travail politique dans les syndicats



José Domingues dos Santos

nationaux. Les anarchistes s'intéressent à des sujets plus théoriques tels que la collectivisation de l'économie à Barcelone. Le Comité d'Aide aux Victimes du Fascisme Portugais dispose également d'un espace dans le journal, et le Comité Portugais d'Aide à la Espagne Républicaine y lance des appels à la solidarité des émigrés portugais.

Les exilés républicains collaborent avec la FEFP, José Domingues dos Santos prend la parole aux meetings de l'organisation ouvrière, et avec José Neves, ils tiennent une permanence juridique pour conseiller et aider les immigrés dans leurs démarches administratives, à un moment où le chômage augmente et où le gouvernement français veut réduire le nombre d'immigrés. En 1937-1938, les principaux problèmes de la colonie portugaise en France sont le grand nombre de sans papiers (arrivés clandestinement en France dans les années antérieures), la difficulté croissante du renouvellement des permis de séjours et de travail, et le chômage. Le Conseil Juridique de la FEFP agit en collaboration avec la CGT et le Comité de Liaison des Immigrés pour la Défense du Statut Juridique, organisme influencé par les communistes. Il obtient quelque succès dans ses démarches.

Par ailleurs, José Domingues dos Santos et Bernardino Machado participent à des initiatives extérieures à la communauté portugaise,

notamment en faveur de l'Espagne républicaine. C'est ainsi que le premier deviendra le directeur de la revue *France-Espagne*, publiée à Paris au début décembre 1936. Et que tous deux participeront au Comité International de Propagande par le Film, qui rassemble des personnalités telles que la duchesse d'Athol, Pierre Cot, le scientifique Frédéric Joliot, l'écrivain Romain Rolland, le prix Nobel de la Paix, Henri Lafontaine, et le secrétaire-général de la CGT, Léon Jouhaux. En 1939, les chefs républicains feront encore partie des Amis de la France, au sein desquels il y aura d'ailleurs une section portugaise.

Cependant, en 1939 l'heure n'est pas à l'activité, mais au repli des exilés. La menace allemande, la fin du gouvernement de Front Populaire, le durcissement des lois concernant les étrangers en France, l'arrivée massive des réfugiés d'Espagne, et finalement le début de la Deuxième Guerre mondiale créent une nouvelle situation, dans laquelle les exilés portugais disposent d'une marge de manœuvre assez réduite. Face au déclenchement des hostilités, le petit nombre de républicains encore en exil en France essaie de faire connaître sa position précise, dans un texte qui sera nommé la "Déclaration de Tours" (Bernardino Machado y résidait en septembre 1939), remis à la Légation portugaise le 5 octobre<sup>28</sup>. Dans cette déclaration, les exilés

appellent à l'union de tous les secteurs sans exception contre le danger allemand, et ils s'engagent à respecter les compromis internationaux du pays. Ils partent du principe que le Portugal, à cause de son alliance avec la Grande-Bretagne, entrera bientôt en guerre, et ils se déclarent prêts à oublier les principes qui les séparent du gouvernement, afin d'apporter leur contribution à la défense de la Patrie.

En réponse, Salazar se limite à en accuser réception<sup>29</sup>. Les exilés veulent alors la diffuser dans les journaux français et anglais, par intermédiaire des agences Havas et Reuter. A Paris, Havas demande à avoir l'accord de la censure pour diffuser la Déclaration. Le texte est porté au Commissariat Général à l'Information, dont la première démarche est de demander à Salazar de se prononcer sur l'opportunité de sa publication. Il se déclare contre, craignant qu'elle ne soit exploitée par l'opposition comme une preuve de l'accueil dispensé par le gouvernement français à l'opposition contre son régime. Le Commissariat à l'Information présente le texte comme contraire à la politique de la France de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays neutres<sup>30</sup>. Mais le gouvernement portugais avait acquis un certain pouvoir de pression à l'étranger. En juin 1939, le ministre du Portugal obtient l'interdiction des journaux *Unir* et *Liberdade*<sup>31</sup> (ce dernier publié à Paris par les exilés anarchistes depuis 1938), en septembre c'est la FEFP qui est fait l'objet d'un arrêté mettant terme à son existence<sup>32</sup> (alors qu'en août l'organisation immigrée avait envoyé au gouvernement français une déclaration où ses membres se déclaraient disposés à prendre les armes pour défendre la France<sup>33</sup>).

Entre septembre 1939 et juin 1940 (date à laquelle les exilés républicains rentrent au Portugal en raison de l'approche des troupes allemandes), l'opposition portugaise en exil n'est plus en mesure de mener la lutte contre l'*Estado Novo*. Les exilés sont dans l'impossibilité d'aider les réfugiés portugais

d'Espagne, qui en février 1939 ont été internés dans les camps du Sud-ouest. Internés qui, dès octobre 1939, sont rejoints dans les camps par les immigrés économiques qui, pendant les années précédentes, avaient eu une activité politique. A la demande des autorités portugaises en France, des immigrés économiques sont alors arrêtés et internés au camp du Vernet. Nous ne pouvons ne pas citer le cas dramatique de Tomás Vieira, arrêté en septembre 1939 et interné au Vernet en octobre, il y restera jusqu'en juin 1944, il est alors amené en Allemagne et interné au camp de Mauthausen, où il mourra. Tout cela parce qu'il était membre de la FEPPF<sup>34</sup> !

## Conclusion

Si la composition de l'exil découle de l'évolution de la politique intérieure portugaise, la mobilité des groupes relève des conditions (favorables ou non) que les exilés trouvent dans les pays d'accueil. La mobilité dont les exilés font preuve résulte des conditions favorables offertes par la France et l'Espagne. Les exilés portugais choisissent prioritairement l'Espagne, plus proche historiquement et linguistiquement. Ce n'est que dans un deuxième temps, lorsque l'Espagne est dans l'impossibilité de leur fournir les conditions dont ils ont besoin, que les exilés cherchent à se réfugier en France.

Si les exilés espéraient, à leur arrivée, que leur cause suscite de l'intérêt auprès de l'opinion publique française, ils se montrent peu intéressés par la création de liens avec les milieux locaux, à l'exception d'António Sérgio, qui devient le "relations publiques" de la cause portugaise. Les exilés portugais militent dans des organisations françaises, telles que le Mouvement Pour la Paix de Marc Sangnier, ou la Ligue des Droits de l'Homme, qu'ils espèrent associer à leur cause, mais en contrepartie la vie interne de ces organisations les intéresse fort peu. On peut même dire qu'ils subissent plus l'exil qu'ils

n'agissent sur les milieux étrangers. Les raisons en sont l'espoir qu'ils nourrissent d'un retour au Portugal à brève échéance, l'inexistence de réseaux politiques de solidarité pour les accueillir à leur arrivée en France, en 1927<sup>35</sup>, ainsi que l'absence d'une figure médiatique pour porter le flambeau de la cause portugaise, capable de peindre ou de décrire les souffrances de son peuple.

Les exilés portugais sont peu connus en France. António Sérgio, Raul Proença ou Jaime Cortesão, qui sont les figures les plus prestigieuses de l'exil portugais, ne disposent pas de la renommée nécessaire pour agir sur l'opinion publique française et la faire sortir de son indifférence à leur égard (ou tout au moins ressentie comme telle). Ils ne sont pas capables de mobiliser la sympathie des Français qui, en 1927, va plutôt aux antifascistes italiens, aux Russes blancs ou encore aux Espagnols fuyant la dictature de Primo de Rivera.

La situation change un peu pendant le gouvernement du Front populaire. En 1936, le moment historique exige des exilés et des Français un engagement plus profond. Les exilés portugais changent d'attitude et cherchent à se rapprocher des organisations françaises de gauche. Par ailleurs, la gauche française est plus réceptive aux problèmes liés à l'exil, à cause des réfugiés antinazis arrivés entre-temps en France et à ceux de la guerre d'Espagne. Mais il y a un autre fait à prendre en compte: la dictature portugaise n'est pas aussi dramatique que le fascisme italien ou le nazisme allemand. Les révoltes sont peu sanglantes et ne provoquent pas de carnages, comme le franquisme. La cause portugaise n'est donc pas de nature à mobiliser l'opinion publique française, même si après 1936 ce

désintérêt est à nuancer. Mais les exilés portugais vivent quand même isolés, comme le remarque Agatão Lança, en juillet 1939, lorsqu'il cherche parmi les hommes politiques français quelqu'un qui se sentirait proche des exilés portugais : "Afonso Costa a vécu des années à Paris comme s'il vivait à Penhas Douradas"<sup>36</sup>.

L'influence des exilés sur les relations luso-françaises est assez faible, ils ne constituent pas un sujet sensible, car le Portugal est géographiquement éloigné de la France et leur présence ne pose pas de problème au niveau de la sécurité intérieure. D'une part, les exilés portugais sont, par rapport à d'autres nationalités, peu nombreux et passent assez inaperçus, d'autre part les autorités françaises se montrent sensibles à la qualité des hommes et aux principes qu'ils incarnent.

Faute de reconnaissance internationale, la dictature portugaise ne dispose, en 1927, d'aucun moyen de pression sur la France quant à la présence des exilés dans ce pays. Même la consolidation du régime dictatorial ne changera pas l'attitude de la France en ce qui concerne les réfugiés portugais, bien que le gouvernement français restreigne en 1931 leur action. A la fin des années 30, le gouvernement portugais, se sentant plus sûr de lui, essaie d'obtenir des sanctions contre les exilés. Ce n'est qu'une fois les hostilités ouvertes, en septembre 1939, et dans le cadre de la guerre, que le Portugal voit ses demandes favorablement accueillies.



O jornal "Unir" publica-se entre 1938 e 1940.

Une collaboration semble alors s'instaurer entre le Portugal de Salazar et le gouvernement de Vichy, le premier peut compter sur le second pour surveiller la communauté portugaise et contrôler les éléments tenus pour les plus dangereux<sup>37</sup>. L'opposition à Salazar est morcelée, affaiblie et incapable de renverser le cours des événements, mais elle ne se considère jamais comme vaincue tout au long des années 30 ●

<sup>1</sup> João Sarmento Pimentel, *Memórias de um capitão*, Lisboa, P & R, s/d (1975), 321 p.

<sup>2</sup> Les exilés portugais à Madrid fréquentent l'*Ateneo*, lieu de réunion de l'opposition à Primo de Rivera. La démarche fut facilitée par les relations que les *seareiros* entretenaient avec des intellectuels républicains. Le gouvernement espagnol et l'ambassadeur portugais craignent les "lieux d'attraction intellectuelle" où pourraient s'élaborer "une propagande commune contra la dictature". Cf. les dépêches de l'ambassadeur du Portugal à Madrid aux Affaires Étrangères, mars 1927.

<sup>3</sup> Cf. le texte de la déclaration in A. H. de Oliveira Marques, *A Liga de Paris e a ditadura militar, 1927-1928*, Lisboa, Publ. Europa-América, 1976, pp. 48-49.

<sup>4</sup> *A Revolta*, n° 3, du 21 mai 1927.

<sup>5</sup> *Correspondência de António Sérgio para Raul Proença*, organização e introdução de José Carlos Gonzalez, com um estudo de Fernando Piteira, Lisboa, Publ. D. Quixote e Biblioteca Nacional, 1987, lettre d'avril 1927, p. 184.

<sup>6</sup> *Idem*.

<sup>7</sup> MAE, série Europe 1918-1929, sous-série Portugal, vol. 59. Rapport du ministre de l'Intérieur au Ministre des Affaires Étrangères sur l'activité de la Liga de Paris, 9 mars 1928.

<sup>8</sup> *Idem*.

<sup>9</sup> Compte rendu n° 12 de la réunion du comité-directeur de la *Liga*, du 20 octobre 1927, A. H. de Oliveira Marques, *A Liga de Paris... op. cit.*, pp. 33-35.

<sup>10</sup> Compte rendu n° 16 de la réunion du comité-directeur de la *Liga*, du 15 novembre 1927. *Idem*, p. 42.

<sup>11</sup> Cf. A. H. de Oliveira Marques, *A Unidade da Oposição à Ditadura, 1928-1931*, Lisboa, Publ. Europa-América, 1973, 156 p.

<sup>12</sup> *Idem*.

<sup>13</sup> La Commission d'Etude envoie une circulaire au PRP, au Partido Nacionalista et à Esquerda Democrática, les invitant à une réunion en Espagne. Les délégués du Comité de Paris seraient Afonso Costa, Lago Cerqueira et Jaime de Morais.

<sup>14</sup> Cf. les comptes-rendus de la réunion in H. de Oliveira Marques, *A Unidade da Oposição à Ditadura... op. cit.*

<sup>15</sup> Par l'intermédiaire de l'Union Intellectuelle Européenne et de l'Europress, António Sérgio publie des articles dans des journaux et revues allemands, autrichiens, hollandais, suisses, grecs, anglais, espagnols, uruguayens, yougoslaves, et en France dans *Le Petit Niçois*, *Pax*, *Jeune République*, *Revue Bleue*, *La Revue Mondiale*, et en Suisse dans le *Journal de Genève*.

<sup>16</sup> MAE, série Europe 1919-1940, vol. 27, lettre de la Ligue Française pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen au ministre des Affaires Étrangères, du 6 mars 1928.

<sup>17</sup> Georges Guyomard, *La Dictature militaire au Portugal, impressions d'un Français au retour de Lisbonne*, Paris, PUF, 1927, 112 p.

<sup>18</sup> Maximilien Brésol, *Portugal, le pays d'où partirent les caravelles*, Paris, librairie Tuchy-Leroy, 1928, 93 p.

<sup>19</sup> BM, cx. 133, lettres d'António Sérgio à Bernardino Machado, du 28 avril [1929?] et du 6 août 1931.

<sup>20</sup> APP, 56.800 - K, dépêche du chef des services des Renseignements Généraux et des Jeux au Préfet de Police, 7 mai 1927.

<sup>21</sup> *Idem*.

<sup>22</sup> APP, dossier. 1696, rapport sur les exilés politiques portugais, octobre 1927.

<sup>23</sup> Par un décret du 2 avril 1917, tout étranger devait posséder une carte d'identité. Les réfugiés politiques, souvent dépourvus de papiers en règle, étaient en général admis librement, Ralph SCHOR, *L'opinion française et les étrangers, 1919-1939*, s/l, Publications de la Sorbonne, 1985, p. 45. En Espagne, la police fournissait aux réfugiés portugais des papiers qui leur permettaient de passer en France.

<sup>24</sup> MAE, série Europe 1918-1940, sous-série Portugal, vol. 59, rapport du Ministre de l'Intérieur aux Affaires Étrangères, mars 1928.

<sup>25</sup> APP, 56.800, rapport du 13 avril 1931.

<sup>26</sup> Le représentant du Parti Communiste Portugais dans le Comité d'Action est Armando Correia de Magalhães. Impliqué dans la grève générale révolutionnaire du 18 janvier 1934, il se réfugie en URSS, où en 1934-1935 il fréquente l'École Lénine. Au début de l'été 1936, il est à Madrid, où il espère obtenir l'adhésion des républicains exilés au FPP. De ses démarches résulte la constitution de l'UAPRE. En septembre 1936, Armando de Magalhães est appelé à Paris, devant rentrer par la suite au Portugal. Il restera dans la capitale française afin d'y poursuivre les démarches entreprises auparavant à Madrid.

<sup>27</sup> CRCEDHC, 495/179/12, acte n° 4 du

Comité d'Action du FPP, du 24 mai 1937.

<sup>28</sup> La Déclaration est remise à la Légation du Portugal, à la veille du 5 Octobre, par Agatão Lança et Jaime de Morais.

<sup>29</sup> BM, cx. 121, lettre d'Agatão Lança à Bernardino Machado, du 23 novembre 1939.

<sup>30</sup> BM, cx. 121, lettre de Bernardino Machado à Francisco Aragão, du 8 octobre 1939.

<sup>31</sup> MAE, série Europe 1928-1940, sous-série Portugal, vol. n° 64, note du 24 avril 1939. Le gouvernement français, s'appuyant sur les décrets du 21 avril et du 24 mai 1939, visant à réprimer la presse imprimée en France en langue étrangère et les atteintes à l'intégrité nationale, interdit ces journaux le 19 juin 1939.

<sup>32</sup> La FEPP est dissoute en septembre 1939 par le ministre de l'Intérieur, en raison du décret-loi du 4 septembre relatif au fonctionnement des associations étrangères. AN, Ministère de l'Intérieur, versement 800042/19, dossier FEPP.

<sup>33</sup> SHAT, 7N 2475. En septembre 1938, lors de l'aggravation de la situation internationale, la section de Bordeaux avait déjà envoyé au Préfet de la Gironde une déclaration où elle se mettait à la disposition des autorités françaises (*Unir*, n° 41, du 26 novembre 1938. Enquête auprès de la section de Bordeaux).

<sup>34</sup> La présence des Portugais dans les camps du Sud-ouest et postérieurement dans les camps vichyssois a été traitée dans Cristina Clímaco, "Portugueses nos campos do sudoeste de França (1939-1941)", *Penélope*, n° 16, 1995, pp. 25-61.

<sup>35</sup> Les intellectuels portugais, surtout António Sérgio, disposent de quelques relations à l'étranger, mais elles se situent essentiellement dans le domaine intellectuel. Alors que les exilés avaient plutôt besoin, à cette époque, de liens politiques. Mais cela découle d'une situation antérieure : si traditionnellement le Portugal reçoit les influences intellectuelles françaises, politiquement c'est de l'Angleterre qu'il est proche. Par conséquent, les exilés sont dépourvus, en 1927, de contacts dans les milieux politiques, qui auraient pu donner une autre ampleur à la cause portugaise.

<sup>36</sup> Région du Portugal dont Afonso Costa est originaire. BM, cx ; 134, lettre d'Agatão Lança à Bernardino Machado, du 27 juillet 1939.

<sup>37</sup> Il y a toutefois quelques nuances dans cet engagement. La Légation portugaise intervient auprès du gouvernement de Vichy en faveur des Portugais condamnés à mort, même lorsqu'il s'agit d'actions de la Résistance. La même attitude est adoptée par les autorités portugaises en Espagne envers les Portugais condamnés à mort par Franco.